



Les enseignants entrent fortement dans le mouvement

Des syndicats enseignants ont appelé à la mobilisation le 10 décembre, après le succès de la journée du 5, plus grande grève dans l'Éducation nationale depuis 2003. La profession craint que le projet de réforme du gouvernement ne la fragilise encore davantage. Ils pourraient être le point de bascule. La mobilisation des enseignants pourrait être décisive dans le mouvement de lutte contre la réforme des retraites. Depuis plusieurs semaines, ils s'inquiètent de voir leur régime modifié par le gouvernement. Aujourd'hui, le calcul de leur retraite se base sur leurs salaires des six derniers mois d'exercice. La réforme prévoit qu'il le soit sur la base de l'ensemble de leur carrière.

Les syndicats ont mis en place, sur la foi des informations dont ils disposent, des simulateurs calculant les pertes éventuelles. Les résultats font froid dans le dos et émettent l'hypothèse de pertes faramineuses, allant de 300 à 900 euros mensuels.

Dans les établissements scolaires, les enseignants ont décidé de mener la bataille aux côtés des autres secteurs professionnels. L'intersyndicale interprofessionnelle CGT-FO-Solidaires-FSU a appelé à une nouvelle journée de grève et de manifestations le mardi 10 décembre tout comme l'interfédérale Éducation nationale (FSU, CGT, SUD Éducation, Snalc). Le SE-Unsa, de son côté, ne participera pas à cette nouvelle journée de mobilisation, au contraire du 5 décembre, pour laisser une marge de négociation.

Les porte-parole des principales organisations syndicales de l'Éducation nationale ne reviennent pas de l'ampleur de la mobilisation du 5 décembre. Francette Popineau, porte-parole du Snuipp-FSU, le premier syndicat du primaire, considère que ce mouvement est d'ores et déjà «historique» avec sept enseignants sur dix grévistes et deux écoles sur cinq fermées. «Avec autant de foyers conséquents, on s'inscrit dans la durée avec bien sûr des moments d'intensité variable. On met toute notre énergie dans la journée du 10.»

Les enseignants ont décidé de ne pas désarmer. Et cela ne s'était pas produit depuis longtemps. Les défaites de 2003 ou 2010, déjà pour défendre leurs retraites, rendent la lutte plus difficile car elles ont traumatisé ceux qui l'ont menée. Difficile de convaincre une majorité d'enseignants de battre le pavé dans ces conditions. Mais 2019 démarre fort.

Et tous aiment à penser que le mouvement va durer et que les élèves ne pourront pas toujours être accueillis. Audrey Marc, professeure d'histoire-géographie au collège Croix d'Argent à Montpellier et responsable Snes-Fsu dans son établissement rapporte que 70% de ses collègues ont fait grève jeudi 5 décembre. Elle s'en réjouit. «Nous ne nous sommes pas mobilisés à cette hauteur depuis longtemps, on était plutôt entre 30 et 50 % lors des précédentes réformes de l'éducation.» Elle rapporte avoir identifié dans l'assemblée générale des collègues qui ne se sont jamais mobilisés mais le font cette fois-ci pour eu égard à la «gravité de l'enjeu.» Pour elle, c'est un signe indéniable qu'il se passe quelque chose d'inédit.

Même sentiment pour Patrick Prigent, enseignant de physique en lycée à Marseille, responsable du Snes-Fsu dans son établissement. Il n'en revient pas. Celui qui enseigne depuis trente ans au même endroit a vu, pour la première fois, certains collègues prendre part au mouvement contre la réforme des retraites. Le 5 décembre, ils étaient 50 sur 60 enseignants à faire grève, le lendemain une vingtaine.

Aurélié Gascon, enseignante d'allemand dans un lycée de Sarcelles (Val d'Oise), a l'habitude de faire grève avec parcimonie parce qu'elle n'est pas toujours d'accord avec les mots d'ordre des syndicats. Elle compte : «Sur les cinq dernières années, j'ai peu fait grève sauf l'année dernière quatre fois contre la loi Blanquer mais pas contre le baccalauréat car mes élèves sont extrêmement fragiles.» Elle a beau être en désaccord avec la politique menée par Jean-Michel Blanquer, elle ne s'est jamais résolue à se mobiliser. «Je fais passer mes élèves avant moi. La conscience professionnelle est un handicap à la mobilisation.»

Mais cette fois-ci, elle a bien décidé d'accompagner autant que possible ce mouvement. Elle n'avait pas de cours jeudi mais s'est mise en grève vendredi et samedi matin. Pourtant, elle explique être privilégiée en tant qu'agrégée mais elle fait grève aussi pour ses collègues plus précaires. «Cette année cela fédère car on est tous en danger. On va tous y perdre et les femmes en particulier avec les carrières hachées par la maternité, ceux qui se mettent à mi-temps pour élever leurs enfants ou passer l'agrégation pour avoir de meilleures conditions de travail ensuite.»

À plus long terme, Aurélie Gascon décèle un dommage collatéral de cette future réforme. Le manque d'attractivité de la profession. «Si le mouvement ne fonctionne pas, je ne vois pas qui, dans ces conditions, rentrerait dans le métier : on est mal payés, c'est usant, pénible et en plus on aura une mauvaise retraite alors qu'on nous en demande toujours plus.» Et ce alors même que le nombre de candidats aux concours de l'enseignement est en chute libre. Pour toutes ces raisons, il faut se battre explique-t-elle.

Le mouvement prend vite et très fort. Ce qui n'était pas le cas en 1995 rappelle l'historien de l'éducation Claude Lelièvre dans un billet comparatif des différentes mobilisations enseignantes. «L'intervention massive des enseignants ne s'est pas faite alors tout de suite : elle a connu une assez longue montée en puissance.» Il ajoute : «Par comparaison, on voit que cela commence beaucoup plus tôt et plus fort en ce mois de décembre 2019. Et c'est en cela "historique".» Nul ne peut prophétiser la suite et l'issue de ce conflit mais il convient de souligner que ce bouillonnement intervient après une longue période durant laquelle le corps enseignant ne s'est pas mobilisé dans une telle proportion.

Pour Laurent Frajerman, chercheur au Centre d'histoire sociale de Paris I et à l'Institut de recherche de la Fédération syndicale unitaire (FSU) apporte plusieurs réponses à ce regain de mobilisation. «Les questions d'éducation mobilisent une partie des enseignants mais ne font pas consensus. Ce qui fait consensus, en revanche sont certaines revendications salariales comme on peut le voir sur leur rémunération ou les retraites.»

Ces problématiques brassent large, très large. Il développe : «Il existe une frange plus éloignée de l'univers syndical, de l'engagement et de la grève qui est souvent composée d'enseignants qui se sont socialisés hors du milieu enseignant, c'est-à-dire qu'ils ne viennent pas d'une famille d'enseignants. Ils peuvent se mobiliser en revanche sur des sujets comme les retraites.»

Parce que cela reste un totem explique encore le chercheur. «Pour les enseignants, le sujet est sensible car ils ont noué un contrat implicite avec l'éducation nationale où ils ont des vacances assez importantes, un salaire relativement bas eu égard à leur niveau d'étude, en échange d'une retraite correcte.» L'ampleur de la mobilisation est aussi imputable poursuit le chercheur à la puissance de «l'offensive du gouvernement» face à cette profession.

Aurélie Gascon parle aussi d'une «digue franchie» avec cette réforme encore floue. Elle aussi a repéré des néo-grévistes et plus étonnant une mobilisation des personnels non-enseignants comme les CPE ou les assistants d'éducation. Mais elle ne sait pas s'ils sont prêts à entrer dans une grève reconductible. Elle-même sait qu'elle ne pourra pas tenir la distance, ne serait-ce que financièrement. Elle aimerait plutôt une grève tournante.

Depuis plusieurs semaines, à Marseille, Patrick Prigent et ses collègues syndiqués ont préparé le terrain en organisant des réunions syndicales dans les collèges et lycées de la région afin d'informer le plus grand nombre des conséquences futures et probables de la réforme sur leurs retraites. «Ils étaient très informés donc mobilisés.» assure-t-il. Avant la journée d'action de mardi 10 décembre, l'enseignant explique des assemblées générales sont prévues pour continuer «de discuter et maintenir la pression. On espère taux de grévistes comparables à jeudi.»

L'idée d'une grève reconductible permet d'instaurer un rapport de force pour obtenir un retrait de cette réforme mais aussi laisse du temps aux enseignants pour s'organiser et discuter de la lutte. «C'est un moment d'échange entre collègues, cela leur permet de tracter et d'expliquer à la population nos revendications. Cela marque le paysage» explique Audrey Marc.

Après la manifestation, comme souvent, la suite était incertaine, raconte Audrey Marc mais le succès galvanise les troupes. Réunis en assemblée générale, une vingtaine d'enseignants et des membres de la vie scolaire de l'établissement montpelliérain ont poursuivi le mouvement le

vendredi. Ce qui a engendré des dysfonctionnements dans l'établissement.

L'enseignante estime qu'il faut en passer par là pour espérer être entendus et ne pas laisser passer cette «occasion précieuse.» Car l'objectif est clair : «On veut le retrait du projet, nous ne sommes pas disposés à négocier une revalorisation salariale qui ne pourra jamais être à la hauteur de ce qu'on perdrait. Deuxièmement, on connaît le contexte de la RATP, la SNCF et d'autres qui reconduisent le mouvement donc cela pèse dans notre décision de continuer.»

La professeure d'histoire-géographie rappelle la longue historique de la lutte ces dernières années et ses nombreuses journées d'action sans résultat contre pêle-mêle la réforme du collège en 2016, celle du lycée et de Parcoursup l'année dernière et contre la loi Blanquer au début de l'année. Mais cette année, elle y croit. «On n'a rien obtenu, nous sommes donc réservés sur le calendrier d'une journée d'action hebdomadaire. La grève reconductible est le seul moyen de créer un rapport de force et d'infléchir le gouvernement qui ne veut rien négocier avec nous et nous méprise nous enseignants.»

C'est aussi un moment d'émulation et le temps nécessaire pour créer une dynamique longue s'il le faut. Lors de la mobilisation contre la loi travail, les syndicats ont certes fait bloc mais Francette Popineau considère que ce mouvement est encore plus prometteur. Elle se dit «confiante» sur son issue et n'est pas dupe vis-à-vis de la position de fermeté surjouée par le gouvernement car dit-elle «On en a vu d'autres des droits dans leurs bottes qui ont lâché.»

Elle décèle aussi une détermination rare chez ses collègues. Notamment parce qu'ils ne se sentent plus écoutés depuis longtemps. Dans le premier degré, par exemple, le suicide début septembre de Christine Renon, cette directrice d'école qui ployait selon ses ultimes mots sous le poids des injonctions et des responsabilités, n'a pas soulevé une lame de fond. «Cela a brisé la chape de plomb sur nos conditions de travail mais rien de plus.» regrette-t-elle. Mais la colère est forte et se nourrit de ce sentiment de relégation, de déconsidération et de mépris. «Une partie de la population a marre qu'on appuie toujours sur la tête des mêmes. La réforme des retraites c'est la brique de trop.»

Frédérique Rolet, porte-parole du syndicat de professeurs Snes-FSU, premier syndicat de l'enseignement secondaire, explique que les enseignants se mobilisent fortement parce que les questionnements sur les retraites les traversent tous. Par ailleurs, dit-elle « Là, le gouvernement brade tout et veut changer notre modèle social ce qui déplaît à tous les enseignants qui ont un sentiment de dégradation croissant de leurs conditions de travail et de leur statut. »

«Tous les ingrédients sont réunis pour un mouvement d'ampleur et long. Il y a une déception des enseignants vis-à-vis de Macron même s'ils n'en attendaient pas grand-chose, un tiers a voté pour lui.» rappelle Laurent Frajerman. Frédérique Rolet relève pour sa part que le ministre de l'éducation nationale Jean-Michel Blanquer s'est distingué par sa «gestion calamiteuse» qui nourrit le souffle de la contestation. Elle développe : «Il est dans le déni et nous accuse d'agiter des peurs pour rien et explique que des enseignants n'ont rien compris alors qu'on peut toutefois nous concéder qu'on est capable de déchiffrer des textes et manier des chiffres.»

Le chercheur souligne que depuis une année, le recours à la grève a augmenté chez les enseignants. Ce qui s'inscrit dans une dynamique plus large explique-t-il. «Le gouvernement est affaibli, la parole politique démonétisée. Blanquer utilise la stratégie du mépris ce qui est la pire des choses à faire car cela braque.»

Par ailleurs, Aurélie Gascon ne croit pas aux promesses du ministre de compenser la baisse des pensions de retraite par des hausses de salaires et de primes à hauteur de 400 millions d'euros annuels.

Le ministre a aussi plusieurs fois promis s'atteler au chantier de la revalorisation de la rémunération des enseignants mais que rien n'est venu tout comme il n'a pas engagé de vraie réflexion sur leurs conditions de travail. Autant d'éléments qui permettent de dire que toutes les déclarations de la rue de Grenelle n'arriveront pas à dégonfler le mouvement.

Patrick Prigent ne voit pas beaucoup d'obstacles à la réussite de la mobilisation. Bien entendu, une grève de longue durée pourrait être compliquée à tenir financièrement pour les enseignants

les plus précaires ou les familles monoparentales par exemple. «Quand on est seul c'est vrai que c'est difficile de tenir. Mais on a pensé à créer une caisse de solidarité locale. Quoiqu' il en soit les collègues préfèrent perdre maintenant de l'argent plutôt que de se voir retirer 300 à 800 euros par mois sur leur retraite plus tard!»